

Industrie

Emmanuel Macron,
le discours de « la
méthode Notre-Dame »

Le président de la République est venu, hier, dans l'Allier, parler réindustrialisation. Sur le site de la future mine de lithium portée par Imerys, qui devrait permettre d'alimenter 700.000 batteries électriques par an à l'horizon 2030, il a évoqué « les 150 cathédrales industrielles de l'indépendance française ».

MATTHIEU PERRINAUD
matthieu.perrinaud@centrefrance.com

Saisissant contraste. En contrebas, le silence assourdissant de la carrière de Beauvoir. Le blanc immaculé du kaolin. Plus haut, au bord du cratère immense, un aréopage d'officiels et de chefs d'entreprise, en rangs serrés comme pour la rentrée des classes. Tout près, un pupitre, et un drapeau français attaché à une tractopelle. Le début d'après-midi souffle un vent froid sur le site exploité par la société Imerys, sur le petit village d'Échassières, près de Vichy. C'est là que la multinationale mène son projet pharaonique de mine de lithium. Et c'est justement pour cela que cette foule impatiente attend un cortège officiel de tout premier plan. Le président de la République, Emmanuel Macron, d'abord, mais pas seulement. Derrière lui, de nombreux ministres. Sébastien Lecornu, le premier d'entre d'eux. Mais aussi Annie Genevard (Agriculture), Françoise Gatel (Aménagement du territoire), Mathieu Lefèvre (Transition écologique), Sébastien Martin (Industrie), Laurent Nuñez (Intérieur), et Roland Lescure (Économie). Bref, un « coup de com' » en très grande pompe, et un sacré symbole pour le projet bourbonnais. « C'est une histoire industrielle devant laquelle nous sommes, mais c'est aussi un projet important pour l'avenir », a débuté Emmanuel Macron, micro en main. 34.000 tonnes d'hydroxyde de lithium qui seront

produites par an à partir de 2030. On a pour objectif environ de produire un million et demi de batteries électriques par an, ça veut dire que la moitié de ce qu'on doit produire pour ces batteries, on le sécurise avec ceci. »

«Souveraineté
et décarbonation»

Mais c'est bien sur l'industrie en général que le président de la République a souhaité braquer les projecteurs, hier. Mieux, sur « 150 grands projets stratégiques » identifiés. « C'est plus de 70 milliards d'euros d'investissements, c'est 30.000 emplois, c'est 63 départements concernés, c'est en quelque sorte les cathédrales industrielles de l'indépendance française. » Le chef de l'État y voit « la cohérence d'une stratégie que nous avons depuis des années, qui est de réconcilier les trois points fondamentaux : compétitivité et création d'emplois, souveraineté et décarbonation. Et quiconque manque un de ces points nous met dans une impasse industrielle. » Il poursuit : « C'est exactement ce qu'on fait, par exemple, sur la mobilité électrique depuis des années. Il y a dix ans, c'est simple, je réunissais les constructeurs automobiles et je leur disais "on va aller plus vers l'électrique". Ils me disaient "malheureux, n'y allez pas, on ne produit pas une batterie électrique en Europe ! Tout est en Corée et en Chine". On produit aujourd'hui en France des batteries électriques, on a nos quatre gigafactories, c'est le fruit du travail des dernières années. La concentration et le travail de raffinage seront

« 150 grands projets
stratégiques, 70 milliards
d'euros d'investissements,
30.000 emplois,
63 départements
concernés »



Emmanuel Macron sur le site de la carrière de Beauvoir, hier. PHOTO FRANÇOIS-XAVIER GUTTON

faits par la technologie que vous stabilisez, on va sécuriser l'amont. C'est exactement le sens de l'histoire industrielle que nous avons. Ici, vous aurez le 4^e gisement au monde. Tout ça, c'est le fruit d'un combat industriel, d'un travail commun qu'il faut absolument consolider. »

«C'est en train de repartir»

Selon le Président, « on a donc stoppé les 12 années de désindustrialisation et c'est en train de repartir. C'est le fruit de quoi ? D'une politique macroéconomique cohérente. On ne peut pas vouloir refaire de l'industrie et vouloir taxer les gens qui investissent. Ça ne marche pas. » Puis le chef d'État a convoqué deux piliers, « énergie et matériaux critiques », mais aussi « un triptyque franco-européen : investir, protéger et accélérer. » Investir : « C'est clair. C'est ce qu'on fait avec France 2030, c'est ce qu'on est en train de consolider au niveau européen. » Protéger : « Parce que si on veut que le lithium qu'on extrait ici aille dans nos batteries qu'on fait en France, il faut qu'on crée des incitations pour que les producteurs de voitures européens achètent des batteries françaises et européennes. Parce que s'ils font comme ils l'ont fait depuis 20 ans, ils iront acheter la moins chère sur le marché, et si les Chinois font du dumping pendant six mois, un an, ils créeront mécaniquement par des subventions d'État la batterie la moins chère du monde. C'est pour ça qu'on a besoin de sécuriser cette préférence européenne, c'est une question de cohérence. »

Accélération

Moins de recours, débat public facultatif...

Quant à l'accélération : « Au fond, c'est la méthode Notre-Dame de Paris. C'est-à-dire un projet identifié, une chaîne de commandement claire, des gens auxquels on rend compte, et des délais records qu'on doit tenir. » Accélérer, notamment, pour empêcher les éventuels opposants (*lire par ailleurs*) de bloquer les projets à coups de procédures. Simplifier, également, les évaluations environnementales. « Non pas pour réduire l'exigence environnementale, mais simplement pour acter le fait qu'on a beaucoup de procédures et qu'on a des procédures qui sont faites par les services de l'État, on a des procédures qui sont faites par des autorités environnementales indépendantes qui sont souvent redondantes ». Il est venu le temps des cathédrales express. ●

Les annonces du président de la République n'ont pas fini de faire bondir les opposants. Car un décret, publié hier, prévoit notamment de supprimer un échelon en cas de recours contentieux. « On va gagner un an », s'est félicité Emmanuel Macron. Pas de tribunal administratif, direction la cour d'appel, directement. Mais pas question de couper les ailes des opposants, a assuré le ministre de l'Industrie Sébastien Martin, au moment d'assurer le service après-vente : « C'est un principe de proportionnalité. Un recours doit être fait pour juger de la légalité d'un projet, pas pour le faire échouer en faisant traîner les procédures en longueur. » Dans la même optique, le grand débat public, dont Imerys a dû s'acquitter, deviendra facultatif. Au bon vouloir des industriels. De plus, les obligations quant aux zones de compensation, qui permettent de rendre là-bas ce qu'on prend ici, seront aussi adoucies. « On trouve le bon équilibre entre respect du droit, et maintien la possibilité pour tous les citoyens d'avoir des droits de recours. »

Les anti-mine et la CGT ont fait entendre leur voix

Deux rassemblements distincts se sont tenus hier matin à Montluçon, en marge de la visite du président de la République. À 9 heures, une soixantaine de personnes s'est réunie place Piquand à l'appel de la CGT. Si le syndicat apporte son soutien au projet de mine de lithium à Échassières, il précise que « ce n'est pas un soutien inconditionnel ». Laurent Indrusiak, secrétaire de l'union départementale, de qualifier la visite d'Emmanuel Macron « d'exercice de communication, pour expliquer qu'il faut simplifier les choses pour que des projets puissent sortir de terre plus vite. Ce n'est pas une bonne chose. Alors même si le projet de mine de

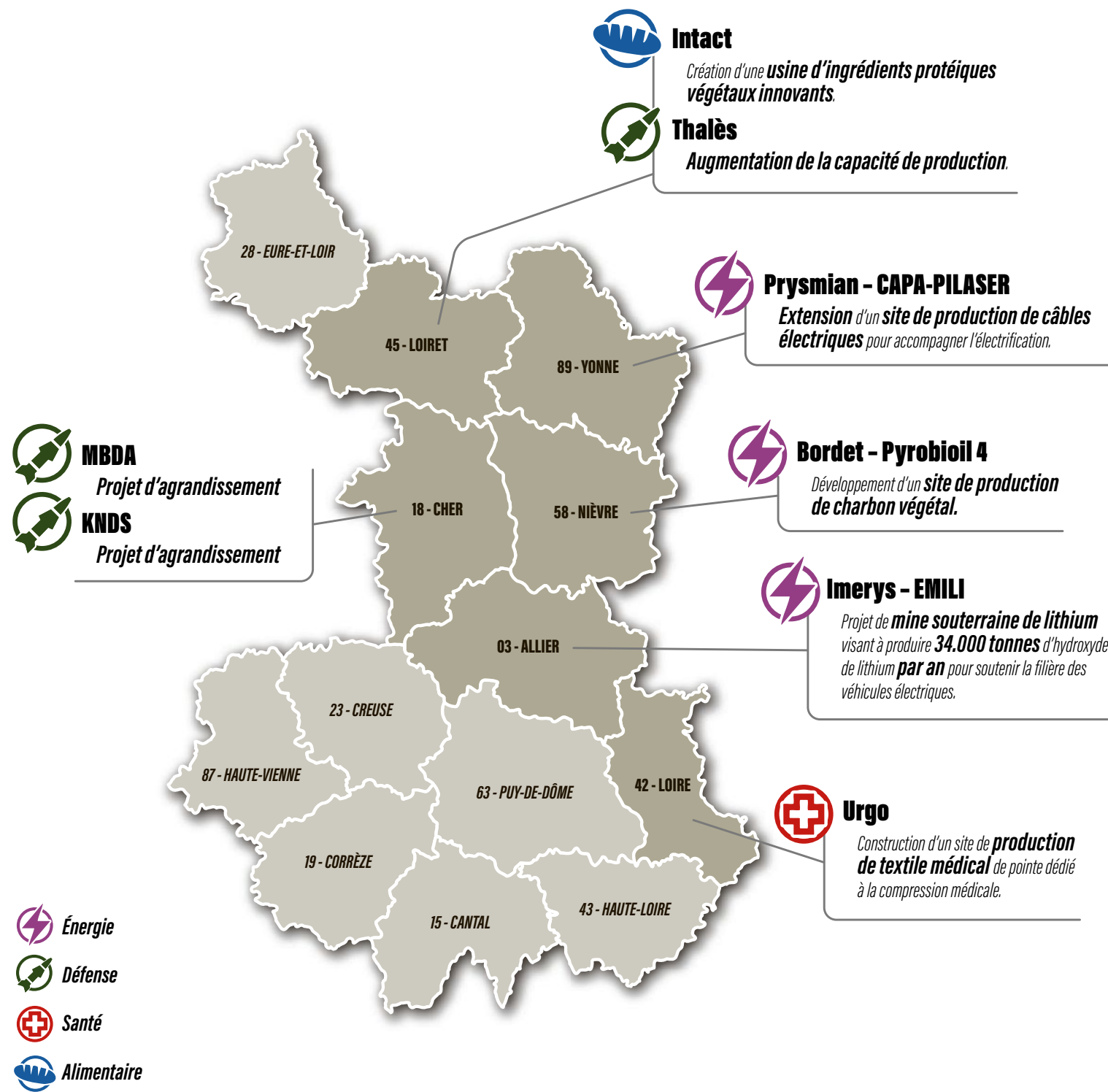
lithium n'est pas le sujet de notre rassemblement, il ne peut pas être l'arbre qui cache la forêt », en termes d'emploi, en référence aux divers plans sociaux que connaît l'Allier. Une délégation, rassemblant des salariés d'Erasteel, à Commeny, et de Bosch, à Moulins, où des emplois sont menacés, a été reçue durant une heure à la cité administrative, par la directrice de cabinet du ministre de l'Industrie ainsi que par le directeur général de la préfecture de l'Allier. Elle comprenait également des cheminots, des salariés d'Enedis et une représentante du secteur de la maroquinerie. Dans le bassin de Montluçon, des inquiétudes existent « face à la baisse des commandes

des donneurs d'ordre », indique Amandine Very, secrétaire départementale THCB (textile habillement cuir blanchisserie). À 10 heures, environ quatre-vingts personnes ont répondu à l'appel du Collectif anti-extractivisme 03-63, opposée au projet Emili. « Le président vient à quelques jours du début d'une enquête publique sur le titre de concession (*le 27 avril, NDLR*). Il est en train de dire à tous les citoyens "j'en ai rien à foutre de vous, je me fous de votre gueule". Il est en train de détricoter tout le droit de l'environnement qui permet de protéger notre planète », s'est exprimé Jacques Morisot, président du collectif. ● SEHER TURKMEEN



Les manifestants anti-mine n'ont pas pu approcher de la sous-préfecture. Ils ont tenu un sit-in improvisé sur le boulevard de Courtais. PHOTO CÉCILE CHAMPAGNAT

Huit projets pour le centre de la France



Stéphane Vergeade

(Déjà) l'heure du bilan

En venant dans l'Allier défendre sa politique industrielle, Emmanuel Macron veut boucler la boucle. Arras, 2017 : juste après un face-à-face impromptu avec Marine Le Pen chez Whirlpool, le candidat En Marche promet « un plan Marshall de la réindustrialisation ». Quasi dix ans ont filé et le chef de l'État s'apprête à rendre les clés. Quel bilan ? La séquence est piégeuse alors que les défaillances d'entreprises se multiplient et que l'objectif de voir la part de l'industrie manufacturière atteindre les 15 % du PIB à l'horizon 2035 s'est notoirement éloigné. N'empêche, Emmanuel Macron est revenu sur la scène intérieure, hier, pour réaffirmer ses ambitions de souveraineté énergétique en pleine crise des carburants et redire les vertus du choc de simplification. Le mantra a un peu vieilli à l'épreuve du réel où la rhétorique de l'urgence s'abîme dans des années de patience. Le chantier Notre-Dame tiendrait donc lieu d'inspiration et de « méthode » appuyant le discours d'un Président qui appelle le pays à hâter le pas tout en s'attachant à démontrer que lui ne ralentira pas d'ici 2027. Mais l'allocution d'hier, dans la mine de lithium à Échassières, a un air de confiance et de début d'inventaire. Quand le Président défend « la cohérence de la décennie », il parle de la sienne, bien sûr. Le maître des horloges bientôt rattrapé par le temps. En matière industrielle, Emmanuel Macron tient en tout cas à garder la main sur son bilan.

Prysmian parmi les heureux élus

Quatre entreprises de Bourgogne Franche-Comté font partie des 150 « grands projets stratégiques » définis par le gouvernement. Il s'agit de Fiat Powrtrain (conception de moteurs pour camions et engins agricoles) et Jimmy Energy (réacteur nucléaire innovant) en Saône-et-Loire, Bordet (production de charbon végétal) dans la Nièvre ainsi que Prysmian, dans l'Yonne, choisie par le gouvernement comme « grand projet stratégique ».

Implanté à Gron, le site est spécialisé dans la production de câbles de moyenne, haute et très haute tension destinés aux gestionnaires de réseaux électriques (Enedis, RTE)

ainsi qu'à des marchés à l'export. Prysmian emploie environ 700 collaborateurs, avec un objectif d'atteindre environ 750 à horizon 2026-2028 dans le cadre d'un plan d'investissement de plus de 200 millions d'euros déployé depuis 2021.

Visite à Gron aujourd'hui
« L'entreprise a bénéficié du soutien de France 2030 (aide à l'investissement de l'offre industrielle des EnR, opéré par l'Ademe) et d'un accompagnement des services de l'État sur les enjeux de recrutement, notamment de la DREETS et de France Travail, explique l'entreprise. À titre d'exemples, des

actions de formation spécifiques ont été mises en place pour la formation de « conducteur machine plasturgie » (depuis décembre 2025), ainsi que des rencontres avec des demandeurs d'emploi le 9 avril et une participation au forum des métiers de Joigny », hier. Dans ce cadre, Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement (SGPI), chargé, sous l'autorité du Premier ministre, « d'assurer la cohérence et le suivi de la politique d'investissement de l'État à travers le déploiement du plan France 2030 », effectuera un déplacement officiel aujourd'hui, à Gron. Il se rendra sur les sites de Prysmian et d'Emipack. ● MYRIAM LEBRET



L'entreprise Prysmian a reçu l'aide du dispositif France 2030. PHOTO CÉLINE NIEL